AD.

Conseil d'Etat
- 1 -
23 02. 1976
Coordination

L. 12.457/2.

L/F.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 10 décembre 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant le contrat d'agence commerciale", a donné le 27 janvier 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 10e december 1975 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de agentuurovereenkomst" heeft de 27e januari 1976 het volgend advies gegeven :

23/2/76

Le projet a pour objet d'introduire dans le droit interne les dispositions communes concernant le contrat d'agence qui sont annexées à la Convention Bénélux signée à La Haye le 26 novembre 1973.

Le projet de loi portant approbation de cette Convention est soumis au Conseil d'Etat en même temps que le présent projet. Les deux projets seront déposés ensemble devant les Chambres.

Les dispositions communes relatives au contrat d'agence ne constituent pas une loi uniforme dont le texte devrait être adopté tel quel. Seuls les principes inscrits dans ces dispositions s'imposent aux législateurs nationaux. Par ailleurs, l'article 2 de la Convention dispose que la Belgique et le Luxembourg n'appliqueront la Convention qu'aux actes de commerce et que les Parties contractantes pourront ne pas appliquer la Convention aux contrats où l'une des parties est un agent d'assurance. Le Gouvernement entend faire usage de ces facultés.

Sauf sur l'un ou l'autre point, le projet reprend à peu près mot à mot le texte des dispositions communes. Ces dernières avaient déjà fait l'objet d'un projet de loi (Chambre, 1968-1969, Doc. 283, n° 1).

*

.../...

EXAMEN DU TEXTE.

Article 1.

La fin de l'alinéa 1er de cet article pourrait être rédigée comme suit :

"... pour compte du représenté, sans être soumis à l'autorité de ce dernier ni être réputé lui être lié par un contrat d'emploi en vertu de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963 fixant le statut des représentants de commerce".

Article 2.

La rédaction suivante est proposée pour l'alinéa 1er :

"Lorsque le contrat d'agence commerciale n'a pas fait l'objet d'un écrit, il ne peut déroger aux dispositions, même supplétives, de la présente loi. Il est présumé ... (la suite comme au projet)".

Article 7.

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle l'article 7, § 1er, 2°, du projet s'écarte du texte de l'article 5, 1, b, des dispositions communes annexées à la Convention Bénélux relative au contrat d'agence qui est rédigé comme suit :

"lorsque l'affaire a été conclue avec un client que l'agent avait déjà précédemment amené pour une transaction similaire".

Le Conseil d'Etat propose de reprendre ce texte.

.../...

Article 9.

Le paragraphe 2 de cet article dispose que, dans l'examen des documents justificatifs, l'agent commercial peut se faire assister par un expert agréé par le représenté, ou, sinon, "désigné par le président du tribunal de première instance ou du tribunal de commerce suivant la nature civile ou commerciale du litige, sur requête de l'agent commercial".

L'article 1er du projet limite l'objet du contrat d'agence commerciale aux opérations commerciales et en vertu de l'article 21, sont réputés actes de commerce "tous engagements d'agents commerciaux pour la négociation ou la conclusion d'opérations commerciales". Il se conçoit, dès lors, difficilement qu'un litige de nature civile puisse surgir, en cas de contestation sur le montant des commissions dues, entre l'agent commercial et le représenté. En toute hypothèse, ces litiges de nature civile semblent devoir être exceptionnels et la détermination de la nature d'un futur litige, au stade de la désignation d'un expert, peut soulever des difficultés qu'il est possible d'éviter. En effet, l'article 588, 1°, du Code judiciaire dispose que le président du tribunal de commerce, saisi par voie de requête, statue sur les demandes de désignation d'arbitres, d'experts, de liquidateurs ou séquestres, lorsque la convention des parties ou la loi lui attribue cette désignation. Pour prévenir toutes difficultés, il se recommanderait que la loi en projet attribue au seul président du tribunal de commerce la désignation de l'expert.

.../...

/La requête qui saisit le président du tribunal doit, en vertu de l'article 1026, 5°, du Code judiciaire, contenir à peine de nullité la signature de l'avocat de la partie, sauf si la loi en dispose autrement. Si le Gouvernement entendait simplifier la procédure et permettre à l'agent commercial de saisir personnellement le président du tribunal, les mots "sur requête de l'agent commercial" devraient être remplacés par "sur requête signée par l'agent commercial ou par un avocat"./

Au paragraphe 3 de l'article 9, le projet devrait préciser la manière dont le président du tribunal sera saisi, en tenant compte, éventuellement, de l'observation qui précède.

Il est proposé d'écrire :

"... par le président du tribunal, sur requête signée par l'une des parties ou par un avocat".

Article 13.

Au paragraphe 2, les mots "faute d'accord" doivent être remplacés par "à défaut d'accord".

Article 15.

Le paragraphe 1er, alinéa 1er, pourrait être rédigé comme suit :

"§ 1er. La partie qui, en vertu des articles 13, § 4, et 14, § 3, est redevable de dommages-intérêts, doit à l'autre partie une somme égale à la rémunération

.../...

correspondant à la durée que le contrat aurait dû avoir en cas d'expiration régulière si le contrat était à durée déterminée, ou, si le contrat était à durée indéterminée, à la durée de préavis qui aurait dû être donné conformément à l'article 13, § 2".

Article 18.

L'article 17, 3, des dispositions communes dispose :

"Le juge peut, à la demande de l'agent, annuler cette clause ou en limiter les effets, lorsque, eu égard aux intérêts légitimes du représenté, les conséquences dommageables pour l'agent sont contraires à l'équité".

L'exposé des motifs commun précise comme suit la portée de cette disposition :

"D'après l'alinéa 3, le juge pourra, à la demande de l'agent, annuler la clause de non-concurrence ou en limiter les effets dans le temps ou dans l'espace ; si les conséquences dommageables pour l'agent sont contraires à l'équité, le juge tiendra compte des intérêts légitimes du représenté ; éventuellement, le fait que le représenté, conformément à l'article 16, doit payer à l'agent une indemnité pour extension notable de clientèle, pourra jouer un rôle dans sa décision".

Les deux éléments à prendre en considération en l'occurrence, soit les intérêts légitimes du représenté et le préjudice de l'agent, n'apparaissent pas clairement dans l'article 18, § 3, du projet qui ne prévoit l'intervention du juge que quand la clause de non-concurrence paraît excessive, eu égard aux intérêts légitimes du représenté.

.../...

Article 20.

Il n'y a pas de concordance entre, d'une part, l'article 20 du projet en tant qu'il est relatif à l'article 17 et, d'autre part, l'article 19, alinéa 2 des dispositions communes.

Article 21.

La disposition nouvelle que cet article ajoute à l'article 3 du livre 1er, titre 1er du Code de commerce trouverait mieux sa place dans l'article 2 du livre 1er, titre 1er, du Code de commerce après la référence aux opérations de commission et de courtage.

Het ontwerp heeft tot doel de gemeenschappelijke bepalingen betreffende de agentuurovereenkomst die gevoegd zijn bij de op 26 november 1973 te 's-Gravenhage ondertekende Benelux-Overeenkomst, in het interne recht in te voegen.

Het ontwerp van wet houdende goedkeuring van die Overeenkomst is samen met het onderhavige aan de Raad van State voorgelegd. Beide zullen samen bij de Kamers worden ingediend.

De gemeenschappelijke bepalingen betreffende de agentuurovereenkomst vormen geen eenvormige wet waarvan de tekst als zodanig zou moeten worden aangenomen. Alleen de in die bepalingen neergelegde beginselen binden de nationale wetgevers. Anderzijds bepaalt artikel 2 van de Overeenkomst dat België en Luxemburg de Overeenkomst slechts zullen toepassen op daden van koophandel en dat de Overeenkomstsluitende Partijen het recht hebben de Overeenkomst niet toe te passen op overeenkomsten waarbij een der partijen een verzekeringsagent is. De Regering wenst van die mogelijkheden gebruik te maken.

Op enkele zeldzame punten na zijn de gemeenschappelijke bepalingen nagenoeg woordelijk in het ontwerp overgenomen. Die bepalingen werden reeds in een wetsontwerp neergelegd (Kamer, zitting 1968-1969, Gedr. st. 283, nr. 1).

*

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1.

Het slot van het eerste lid van dit artikel zou in de Franse tekst als volgt kunnen worden geredigeerd :

"... pour compte du representé, sans être soumis à l'autorité de ce dernier ni être réputé lui être lié par un contrat d'emploi en vertu de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 1963 fixant le statut des représentants de commerce".

Artikel 2.

Voorgesteld wordt het eerste lid als volgt te redigeren :

"Indien de handelsagentuurovereenkomst niet schriftelijk is vastgesteld, mag zij niet afwijken van de bepalingen van deze wet, die van aanvullend recht inbegrepen. Zij wordt geacht ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 7.

Het is niet duidelijk waarom artikel 7, § 1, 2°, van het ontwerp afwijkt van de tekst van artikel 5, 1.b, van de gemeenschappelijke bepalingen behorende bij de

.../...

Benelux-Overeenkomst betreffende de agentuurovereenkomst; daar luidt de tekst :

"indien de overeenkomst is tot stand gekomen met een klant die hij reeds vroeger voor een dergelijke overeenkomst had aangebracht".

De Raad van State stelt voor, die tekst over te nemen.

Artikel 9.

Paragraaf 2 van dit artikel bepaalt dat de handelsagent zich bij het onderzoek van de bewijsstukken kan doen bijstaan door een deskundige, aanvaard door de principaal of, bij afwijzing, "op verzoek van de handelsagent benoemd door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of van de rechtbank van koophandel naargelang het geschil van burgerrechtelijke of handelsrechtelijke aard is".

Artikel 1 van het ontwerp beperkt het onderwerp van de handelsagentuurovereenkomst tot de handelsverrichtingen, en krachtens artikel 21 worden geacht daden van koophandel te zijn "alle verbintenissen van handelsagenten voor het bemiddelen of afsluiten van handelsverrichtingen". Het is dus niet goed denkbaar dat tussen de handelsagent en de principaal een burgerrechtelijk geschil kon ontstaan in geval van betwisting over het bedrag van de provisie.

.../...

In ieder geval lijken die burgerrechtelijke geschillen slechts uitzonderingen te kunnen zijn en kan het bepalen van de aard van een toekomstig geschil, in het stadium van de aanwijzing van een deskundige, moeilijkheden opleveren die kunnen worden voorkomen. Artikel 588, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt immers dat de voorzitter van de rechtbank van koophandel op verzoekschrift uitspraak doet op de vorderingen tot aanwijzing van scheidsrechters, deskundigen, vereffenaars of sekwesters, wanneer de Overeenkomst onder partijen of de wet hem die aanwijzing opdraagt. Ter voorkoming van moeilijkheden verdient het aanbeveling dat de ontwerp-wet de aanwijzing van de deskundige alleen aan de voorzitter van de rechtbank van koophandel zou opdragen.

Het verzoekschrift waarbij de zaak bij de voorzitter van de rechtbank aanhangig wordt gemaakt, moet krachtens artikel 1026, 5°, van het Gerechtelijk Wetboek op straffe van nietigheid de handtekening van de advocaat van de partij vermelden, tenzij de wet anders bepaalt. Mocht de Regering de procedure willen vereenvoudigen en de handelsagent de gelegenheid willen geven om de zaak persoonlijk bij de voorzitter van de rechtbank aanhangig te maken, dan zouden de woorden "op verzoek van de handelsagent" moeten worden vervangen door de woorden "op verzoekschrift, ondertekend door de handelsagent of door een advocaat".

In § 3 van artikel 9 zou het ontwerp moeten verduidelijken hoe de zaak bij de voorzitter van de rechtbank aanhangig wordt gemaakt, eventueel met inachtneming van hetgeen zoëven is opgemerkt.

.../...

Voorgesteld wordt :

"... zal de voorzitter van de rechtbank een plaatsvervanger aanwijzen op verzoekschrift, ondertekend door een van de partijen of door een advocaat".

Artikel 13.

In de Franse tekst van § 2 moeten de woorden "faute d'accord" worden vervangen door "à défaut d'accord".

Artikel 15.

De Franse tekst van § 1, eerste lid, zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"§ 1. La partie qui, en vertu des articles 13, § 4, et 14, § 3, est redevable de dommages-intérêts, doit à l'autre partie une somme égale à la rémunération correspondant à la durée que le contrat aurait dû avoir en cas d'expiration régulière si le contrat était à durée déterminée, ou, si le contrat était à durée indéterminée, à la durée de préavis qui aurait dû être donné conformément à l'article 13, § 2".

.../...

Artikel 18.

Artikel 17, 3, van de gemeenschappelijke bepalingen luidt :

"De rechter kan op verzoek van de agent zulk een beding geheel of gedeeltelijk tenietdoen, op grond dat, in verhouding tot het te beschermen belang van de principaal, de handelsagent door dat beding onbillijk wordt benadeeld".

De gemeenschappelijke memorie van toelichting (blz. 30) verduidelijkt de strekking van deze bepaling als volgt :

"Ingevolge het derde lid kan de rechter op verzoek van de handelsagent het beding geheel dan wel gedeeltelijk wat betreft de duur of het bestreken gebied tenietdoen. Indien de handelsagent door het beding onbillijk wordt benadeeld, houdt de rechter rekening met de rechtmatige belangen van de principaal; mogelijk zal de omstandigheid, dat deze, overeenkomstig artikel 16, aan de agent een vergoeding ter zake van een aanzienlijke vergroting van de klantenkring moet betalen, een rol in zijn beslissing kunnen spelen".

De twee gegevens waarmede in dit geval rekening moet worden gehouden, met name het te beschermen belang van de principaal en de schade van de handelsagent, treden niet duidelijk naar voren in artikel 18, § 3, van het ontwerp, krachtens welke bepaling de rechter slechts optreedt wanneer het concurrentiebeding in verhouding tot het te beschermen belang van de principaal bovenmatig is.

.../...

Artikel 20.

Er is geen overeenstemming tussen artikel 20 van het ontwerp in zover het op artikel 17 betrekking heeft, en artikel 19, tweede lid, van de gemeenschappelijke bepalingen.

Artikel 21.

De nieuwe bepaling welke dit artikel toevoegt aan artikel 3 van boek I, titel I van het Wetboek van koophandel, zou beter in artikel 2 van boek I, titel I van het Wetboek van koophandel komen, na de vermelding van de commissiehandels- en makelaarsverrichtingen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.
Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. J. MASQUELIN.